

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative - Bât C - 2ème étage
Boulevard George SAND
36000 Châteauroux

Châteauroux, le 22/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Groupe GUIGNARD

La Prune
BP 143
36200 Argenton-Sur-Creuse

Références : VI 06/12/2024 UD36

Code AIOT : 0010012739

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2024 dans l'établissement Groupe GUIGNARD implanté La Grande Pière de la Fosse 36200 Le Pêchereau. L'inspection a été annoncée le 05/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Groupe GUIGNARD
- La Grande Pière de la Fosse 36200 Le Pêchereau
- Code AIOT : 0010012739
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est soumis à enregistrement au titre de la rubrique 2760-3 de la nomenclature des installations classées pour son activité de stockage de déchets inertes.

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral du 06 août 2020 et complété par l'arrêté préfectoral en date du 13 avril 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Emissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 13/04/2021, article 2	Sans objet
3	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 13/04/2021, article 3	Sans objet
4	Règles d'exploitation du site	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 16	Sans objet
5	Règles d'exploitation du site	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 19	Sans objet
6	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Emissions dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions dans l'air
Prescription contrôlée : « L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles). Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Dans ce cas les mesures sont conduites pendant une période où les émissions du site sont les plus importantes au regard de l'activité du site et des conditions météorologiques. Cette fréquence peut être augmentée en fonction des enjeux et conditions climatiques locales.

<p>Le nombre d'emplacements de mesure et les conditions dans lesquelles les systèmes de prélèvement sont installés et exploités sont décrits dans une notice disponible sur site. Un emplacement positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (" bruit de fond ") est inclus au plan de surveillance. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de collecte des retombées suivant la norme NF EN 43-014 (version novembre 2003) ou, en cas de difficultés, par la méthode des plaquettes de dépôt suivant la norme NF X 43-007 (version décembre 2008). Les exploitants qui adhèrent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte le suivi des mesures de retombées de poussières totales peuvent être dispensés de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement l'impact des retombées atmosphériques associées spécifiquement aux rejets de l'installation concernée.</p> <p>Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation ne dépassent pas 200 mg/ m2/ j (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis.</p> <p>L'exploitant adresse tous les ans à l'inspection des installations classées la protection de l'environnement un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières totales, avec ses commentaires, qui tiennent notamment compte des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production, des superficies susceptibles d'émettre des poussières et des conditions météorologiques lors des mesures.</p> <p>Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les résultats des mesures des émissions des cinq dernières années sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite du 6 décembre 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une proposition technique n°2024 11 1152 de la société ENCEM en date du 27 novembre 2024 concernant le suivi des retombées de poussières dans l'environnement. Par bon de commande n°6485 en date du 02/12/2024, la société Guignard a validé cette proposition. L'exploitant s'engage à transmettre à l'inspection le rapport les mesures de retombées de poussières dès sa réalisation par la société ENCEM.</p> <p>Écart constaté : l'exploitant ne peut pas présenter le jour de la visite, le rapport des mesures des retombées atmosphériques du site ISDI Guignard sur le territoire de la commune du PÊCHEREAU.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 90 jours</p>

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/04/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : [...]. Afin de déterminer l'emplacement et les caractéristiques de ces piézomètres, l'exploitant soumet à l'avis de l'inspection des installations classées une étude réalisée par un hydrogéologue qualifié indépendant, [...]
Constats : Pas d'écart constaté L'exploitant a transmis à l'inspection un rapport de la société COMIREM Scop concernant la création de piézomètres (forage de plus de 10 m de profondeur - Dossier n°21126 de septembre 2021) sur le site de l'ISDI Guignard sur le territoire de la commune du PÊCHEREAU. Ce dossier permet notamment de pouvoir disposer des caractéristiques techniques et il n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/04/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : Lors de la réalisation d'un ouvrage de contrôle des eaux souterraines, toutes les dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distincts, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. [...]
Constats : Pas d'écart constaté. Par courrier en date du 16 novembre 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection un rapport de fin de travaux pour la mise en place de 3 piézomètres élaboré par société COMIREM Scop. Le dossier porte le n°21126 de novembre 2023. Lors du dernier contrôle des travaux en date du 9 novembre 2023, la société COMIREM Scop a conclu qu'aucun incident ayant pu entraîner une pollution n'a été relevé ou signalé durant les travaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Règles d'exploitation du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'exploitation du site
Prescription contrôlée :

<p>L'installation de stockage de déchets est protégée pour empêcher le libre accès au site. Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. Un seul accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté</p> <p>L'accès au site s'effectue par une barrière automatique et la configuration du site, composée d'une clôture et haies végétales, démontre que l'installation de stockage de déchets inertes est protégée pour empêcher le libre accès au site aux personnes étrangères à l'établissement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Règles d'exploitation du site

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 19</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'exploitation du site</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le déchargement des déchets directement dans la zone de stockage définitive est interdit. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent. Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site. Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer. Une benne ne peut pas être déversée en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté.</p> <p>Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent. Cette zone est délimitée par des rubalises et un panneau adéquat permettant aux transporteurs d'identifier la zone concernée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Dispositions générales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble de l'installation est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les limites du périmètre intérieur sont régulièrement débroussaillées et</p>

nettoyées. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier. Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières.

Constats :

Pas d'écart constaté

L'exploitant prend toutes les mesures appropriées afin de permettre un entretien régulier de l'installation.

L'inspection des installations classées constate que le site était propre et entretenu le jour de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite